



# La crise financière et ses retombées (5) : L'opinion publique contre l'aide au développement ?

par Robert Zimmerman

- ◆ En dépit de la crise financière, l'opinion publique reste majoritairement favorable à l'aide au développement.
- ◆ Au cours des vingt dernières années, la population des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a adopté une attitude positive et cohérente vis-à-vis de l'aide, malgré les fluctuations de l'économie.
- ◆ Les hommes politiques continuent de compter sur le soutien des contribuables pour honorer leurs engagements d'augmentation de l'aide.

Les chefs d'État et de gouvernement du monde se sont réunis à Doha à la fin du mois de novembre dernier pour la Conférence internationale sur le financement du développement. Dans les mois à venir, de nombreux hommes politiques vont se demander s'ils peuvent se permettre d'envoyer l'argent des contribuables à l'étranger alors que la crise financière commence à affecter l'économie réelle. Les premiers signes d'un ralentissement de l'aide apparaissent déjà, alors que la France et l'Italie accroissent leur effort malgré la pression actuelle.

Dans le même temps, les sondages montrent que les électeurs continuent de soutenir majoritairement l'aide aux pays en développement, en dépit de la crise financière.

En juillet 2008, un an après le début de la crise, mais avant qu'elle ne domine les premières pages des médias de masse, 69 pour cent des Français étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire qu'il était « normal que la France aide les pays en développement, même si la France rencontre des difficultés budgétaires »<sup>1</sup>. Un an avant, en juin 2007, au tout début de la crise, ce chiffre était de 64 pour cent<sup>2</sup>. Bien que les nouvelles s'accumulent quant à l'ampleur et à la gravité des dérèglements, les habitants de l'hexagone continuent de soutenir l'aide au développement des pays pauvres.

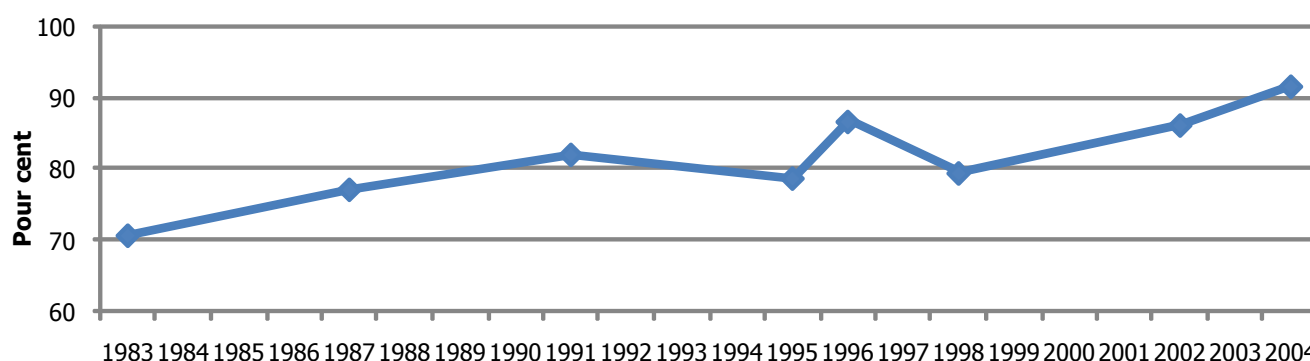
1. *Les Français et l'aide au développement* - Édition 2008 -. IFOP pour l'Agence Française de Développement. Disponible à l'adresse : [www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/users/administrateur/public/communiqués/AFD-ifop-confdepresse-231008.pdf](http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/users/administrateur/public/communiqués/AFD-ifop-confdepresse-231008.pdf)

2. *Les Français et l'aide au développement* - Édition 2007 -. IFOP pour l'Agence Française de Développement. [www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/AFD.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/AFD.pdf)

Dans le même sondage de juillet 2008, on a posé aux Français une question relative au budget de la coopération. Avant d'être interrogés sur ce sujet, les sondés avaient été informés du budget actuel de l'aide (en euros), de celui de l'aide par habitant, de celui de la défense par habitant et de celui de l'éducation et de la recherche par habitant. On leur a ensuite demandé si le budget de l'aide aux pays en voie de développement devait être plus important, était correct et suffisant ou devait être réduit. Au total, 79 pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'ils devaient être maintenus ou augmentés. À la fin du mois d'octobre 2008, après deux mois de gros titres concernant la crise dans tous les médias d'information, 76 pour cent des Français ont estimé que « Dans le contexte de la crise financière internationale, l'Europe doit augmenter ou maintenir son aide aux pays en développement »<sup>3</sup>. Même si la question est légèrement différente, une très nette majorité des sondés continue à soutenir un maintien ou une augmentation du budget de l'aide au développement, même s'ils sont plus nombreux à souhaiter son maintien que sa progression. Le pourcentage de sondés qui se prononcent pas devient insignifiant (2 pour cent). Bien que le nombre de personnes en faveur d'une réduction de l'aide ait progressé de 14 à 22 pour cent dans le dernier sondage, le niveau général de soutien demeure élevé, même si les sondés semblent plus prudents.

3. *Les Français et la place de l'Europe dans le monde*. L'institut CSA pour Coordination sud et Paroles d'Européens. Disponible à l'adresse : [www.coordinationsud.org/IMG/pdf/Sondage\\_Les\\_Français\\_et\\_la\\_place\\_de\\_l'Europe\\_dans\\_le\\_monde-3.pdf](http://www.coordinationsud.org/IMG/pdf/Sondage_Les_Français_et_la_place_de_l'Europe_dans_le_monde-3.pdf)

Figure 1. **Le soutien des pays membres du CAD de l'OCDE en faveur de l'aide aux populations des pays pauvres reste fort à travers le temps**



Pourcentage moyen des habitants des pays du CAD de l'OCDE qui estiment qu'il est (très) important « d'aider les populations des pays pauvres à se développer ».

Source : Eurobaromètre et enquêtes nationales dans les pays non-membres de l'Union européenne disponibles à l'adresse : [www.oecd.org/dev/devcom](http://www.oecd.org/dev/devcom).

### Le cas de la France comparé aux autres

Ces résultats de sondage ne sont pour l'instant disponibles que pour la France, mais habituellement, ces données sont remarquablement homogènes d'un pays de l'OCDE à l'autre. Ainsi, en 2004, le niveau du soutien en faveur de l'aide au développement dans les pays membres du Comité d'aide au développement européen variait de « très élevé » (86 pour cent) en Belgique à « extrêmement élevé » (97 pour cent) au Danemark, tous les autres pays se situant entre ces deux extrêmes. En l'absence de données complémentaires en provenance d'autres pays, il convient de rester prudent quant aux déductions possibles, mais sur la base des résultats précédents, on peut s'attendre à des niveaux similaires de soutien dans d'autres pays de l'OCDE.

Les données françaises montrent que la popularité de l'aide au développement demeure élevée malgré la crise économique. Les individus réalisent-ils que si la situation économique des pays riches est dramatique lors d'une crise mondiale, celle des personnes pauvres des pays en développement l'est encore plus ? Quelle qu'en soit la cause, le soutien de l'opinion publique des pays de l'OCDE en faveur du développement est toujours resté à un niveau élevé au cours des vingt dernières années (cf. figure 1). Il n'est jamais passé en dessous de 70 pour cent et a même atteint 90 pour cent en 2004 dans de nombreux pays européens. La tendance générale est à la progression, en dépit des fluctuations de l'économie.

Ces enquêtes montrent qu'au cours des vingt dernières années, l'opinion a constamment réaffirmé son souhait de voir l'aide au développement se poursuivre. Les hommes politiques qui envisagent une coupe « facile » dans leurs budgets pourraient y réfléchir à deux fois. Tout d'abord, ce niveau élevé de soutien se reflète dans une société civile mondiale bien organisée qui tient à ce que les bailleurs de fonds honorent leurs engagements en faveur d'une aide plus importante et plus efficace. En effet, en ces temps plus difficiles, l'opinion publique semble être plus charitable et le concept de redistribution plus populaire. Par ailleurs, face à la crise financière mondiale, les pauvres des pays en développement ont plus que jamais besoin d'aide. Les contribuables semblent en être conscients. Il est important que les responsables politiques le soient également.